

« *Togolais viens bâtissons la Cité* »

MOUVEMENT CITOYEN¹

LA CITOYENNETÉ PARTICIPATIVE POUR CONTRIBUER À LA RENAISSANCE DU TOGO

Yao Paul Assogba, Professeur Titulaire
Université du Québec en Outaouais (UQO)
Gatineau, Québec, CANADA
Yao.Assogba@uqo.ca

Liminaire

L'état de déliquescence dans lequel se trouvent les structures socioéconomiques et les institutions politiques témoignent éloquemment de la crise dans laquelle est plongée la société togolaise depuis quelques décennies. Mais le mot crise revêt un second sens, celui de *krisis* du grec qui veut dire « instant ou moment de choix ». C'est la période de transition sociale où les grands points de repère deviennent embrouillés, au cours de laquelle les citoyens « deviennent conscients de la cage où ils se sont enfermés eux-mêmes, et de la possibilité de vivre autrement »²

À force de réfléchir, j'en suis arrivé à la conclusion que seule la « *citoyenneté participative* » pourrait sortir l'*homo togolaicus* de la crise que vit sa cité, le Togo. C'est alors que l'appel : « **Togolais viens, bâtissons la cité** » de notre hymne national, *Terre de Nos Aïeux*, prend tout son sens, car seuls les citoyens et les citoyennes peuvent bâtir la cité. C'est dans cette perspective

¹ Initiateurs : Yao Paul Assogba, Pierre Séwa Adjété, Alexis Ayi Ajavon et Reine Abla Assoé. Ce texte est un approfondissement du *Mot de bienvenue* prononcé à l'ouverture de la soirée commémorative du 48^e anniversaire d'indépendance du Togo, devant les Ambassadeurs africains, des Amis du Togo et de nombreux citoyens togolais.

² Ivan Illich, *Le chômage créateur*. Postface à *La convivialité*. Paris, Éditions du Seuil, 1977, p. 12.

qu'une initiative citoyenne d'organiser, de concert avec Son Excellence Monsieur Bawoumondon Améléte, Ambassadeur de la République du Togo au Canada, de célébrer (en date du 26 avril 2008) le 27 avril fête nationale de notre pays. Cette initiative a donné naissance à un Mouvement citoyen qui a mobilisé les citoyens togolais sans distinction et les amis du Togo, venant d'Ottawa-Gatineau, région de la capitale canadienne, de Toronto, de Montréal et d'autres villes du Québec, pour la célébration du 48e, anniversaire de notre fête nationale.

I. Acception moderne du concept de citoyenneté participative

La crise de la décennie 1980-1990 qui a frappé le monde entier et les grands changements économiques, sociaux et politiques qu'elle a engendrés, ont provoqué le retour en force et l'intérêt accru pour le thème de la citoyenneté. Dans son acception moderne, la *citoyenneté* cesse d'être essentiellement un attribut juridique pour prendre aussi et surtout son sens sociologique. La citoyenneté renvoie alors aux droits et aux devoirs du citoyen et qui font de lui, quels que soient l'appartenance ethnique, le parti politique, le statut social, la profession, etc., un acteur social capable de participer, individuellement et collectivement de façon responsable, au processus sociétal de construction du « mieux vivre ensemble ».

Dans la cité moderne, les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens sont respectivement :

-les droits du citoyen : droit au bien-être et au mieux-être, droit à la liberté, à la sécurité, à l'éducation, etc. Ces droits sont généralement garantis par l'État.

-les devoirs du citoyen. Ce sont des responsabilités qui découlent des droits du citoyen et elles portent sur: la participation individuelle et collective à la construction ou à la reconstruction de la cité. Cela suppose l'implication responsable au « mieux vivre ensemble » dans une société démocratique, juste et équitable.

II. Les défis de la société togolaise aujourd'hui

Quatre types de problèmes sociaux posent actuellement des défis majeurs à la société togolaise : le désenchantement démocratique, la dislocation des liens sociaux, le repli des Togolais sur eux-mêmes suite à l'isolement du Togo et, la perception et l'appréhension que portent les Togolais sur leur réalité.

1. **Le désenchantement démocratique.** Le processus de démocratisation dans notre pays a été marqué par des violences qui ont bloqué son avancement significatif, de telle sorte qu'il a créé une désillusion dont la conséquence est la perte de confiance et la désaffiliation de la population togolaise envers les institutions politiques. Tout (ré)enchancement démocratique de l'*homo togolaicus* suppose une autre intelligence politique pour mettre fin à la polarisation politique et repenser, sans égard aux partis politiques, l'exercice de la *politie*, c'est-à-dire cette instance dont la fonction fondamentale est d'assurer dans toute société humaine le bien-être, au sens large du terme, de ses membres.

2. **La dislocation des liens sociaux.** On retrouverait dans cette catégorie, l'accentuation de la dislocation des liens sociaux de (type familial, ethnique et régional), la paupérisation absolue des populations déjà très défavorisées, l'impunité, etc. Tout ce qui affecte de manière inégalitaire et inéquitable le rapport des uns et des autres au social, à l'économique, au juridique, etc. Pour sortir de la crise, la *politie* doit mettre en œuvre un système d'éducation pour développer chez l'*homo togolaicus*, en réalité le nouveau type de citoyen togolais, un sentiment d'appartenance à la nation togolaise, sentiment qui peut certes motivé le citoyen à placer les intérêts supérieurs de son pays au-dessus de ses intérêts individuels et égoïstes.

3. **L'isolement du Togo dans le concert des nations.** Cette réalité porte sur le repli socio-économique intérieur conjugué à la baisse d'influence régionale et à l'isolement international. L'isolement du Togo a été particulièrement marquée par la situation issue des sanctions de l'Union européenne et des pays de l'Amérique du Nord ainsi que les conséquences de la perte du poids politique et diplomatique du Togo dans les grandes organisations internationales et auprès de la communauté des organisations non-gouvernementales (ONG). En ces temps d'interdépendance des nations à l'échelle mondiale, ces faits ont nui à ce qu'on appelle la nouvelle ouverture sur le monde qui sollicite plus que jamais la capacité des citoyens de tous les pays à s'insérer dans le mouvement de solidarité internationale propre au monde d'aujourd'hui. Pour relever ce défi la *politie*, par la nouvelle intelligence politique, doit adhérer et défendre les valeurs fondamentales, comme la démocratie, la paix, l'épanouissement de la personne dans toute

son intégrité, la solidarité et l'égalité des êtres humains. Ce faisant, elle restituera aux citoyens togolais, où qu'ils se trouvent, une autre fierté d'être et de participer à la nécessaire œuvre de reconstruction nationale.

4. La perception même de la réalité togolaise. La manière dont l'*homo togolaicus* appréhende généralement les problèmes sociaux de son pays participe aussi au défi de la société togolaise d'aujourd'hui, et ce n'est pas la moindre des problématiques. On ne bâtit pas une société par l'impressionnisme, l'imprécation et le ressentiment. Pour comprendre, expliquer et changer une réalité sociale, le citoyen responsable doit d'abord faire un effort de rupture épistémologique ou de prise de distance par rapport aux idées reçues, au sens commun, aux opinions personnelles, etc. Ensuite son discours doit se baser sur les jugements de faits et non sur les jugements de valeurs.

Les associations togolaises de la société civile nationale et diasporique représentent l'*agora* multidimensionnelle par excellence où tous les citoyens sont invités à définir, à intérioriser et à vivre les valeurs fondamentales de respect de la dignité humaine. Cet espace est également le lieu privilégié pour les citoyens d'apprendre à faire une analyse objective de la réalité sociale et à poser des actions en conséquence pour la changer dans l'intérêt de la nation.

Une telle volonté de changement et de distance analytique est au cœur de l'initiative du mouvement citoyen.

III Le Mouvement citoyen au sein de la diaspora

J'ai la ferme conviction que la citoyenneté participative soit la seule salvatrice pour le Togo. Avec la citoyenneté participative l'*homo togolaicus* va fièrement contribuer à la renaissance de la nation. Le mouvement citoyen que nous lançons fait appel à la conscience et au sentiment d'appartenance à la nation de chacun et de tous les citoyens togolais. Il propose que chaque togolais sans distinction, demande à la *politie* de garantir à tous les citoyens leurs droits. Mais en retour, chaque citoyen doit se demander : que dois-je faire pour la renaissance de la nation togolaise ?

La diaspora togolaise qui constitue le prolongement de la société civile nationale peut et doit participer à cette mission de reconstruction nationale. L'histoire nous montre que les diasporas ont contribué et contribuent toujours, de façon non moins importante, au développement de leurs pays. La diaspora togolaise peut être un agent de développement du Togo. Ainsi la diaspora *scientifique et technologie (S&T)*, des milieux *des affaires, du secteur public, privé et associatif ou communautaire*, peuvent apporter leurs soutiens à la renaissance de notre pays. C'est dans cette perspective que le mouvement citoyen vous convie à réfléchir et à déterminer vos droits et vos devoirs de citoyens et membres de la diaspora togolaise, au-delà de tout cadre de partisanerie et même en dehors des régences et directives associatives.

Dans un avenir rapproché, nous aurons l'occasion dans le cadre d'une Rencontre citoyenne, de discuter en profondeur afin de définir les voies et moyens par lesquels nous pouvons, comme citoyennes et citoyens togolais au Canada, contribuer au développement de notre cité. La reconstruction de la société togolaise passe par notre sens d'humanisme et la prise de conscience individuelle et collective de notre sentiment d'appartenance à la même nation.

Et si chaque Togolais paraphrasait Socrate pour dire :

Je ne suis ni RPT, ni UFC, ni CAR, ni CDPA, ni CCP, ni ADDI.

Je ne suis ni du Nord, du Sud, ni de l'Est, ni de l'Ouest, ni du Centre.

Je suis citoyen du Togo et du Monde.

